

- Membres théoriques :  
17
- Membres en exercice :  
17
- Membres présents :  
13
- Pouvoir :  
-
- Votants :  
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**BUDGET 2015 – DECISION MODIFICATIVE N°1**

Le 10 juillet 2015, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 juin 2015, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Blandine LEFEBVRE,  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER,  
Daniel MARECHAL, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel André BENKEMOUN, Directeur départemental, le Colonel Thierry SENEZ,  
le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

**IV. Pouvoir :**

-

**Étaient absents excusés :**

Mmes Pierrette CANU, Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Florence THIBAUDEAU-  
RAINOT,  
MM. le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine André HENRY, l'Adjudant-chef Hervé  
PASQUIER.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

La présente décision modificative vise un double objectif :

- ajuster les besoins de crédits de paiement (CP) sur l'exercice, pour l'essentiel en investissement afin d'intégrer le relissage des autorisations de programme (AP) au vu des volumes décaissés en 2014,
- créer une autorisation de programme nouvelle pour la refonte du système de gestion opérationnelle.

Les flux budgétaires de cette décision modificative sont résumés dans les tableaux ci-dessous :

Budget principal	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Investissement			
Dépenses	-102 991,35 €	0,00 €	-102 991,35 €
Recettes	-102 991,35 €	0,00 €	-102 991,35 €

Budget annexe	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Fonctionnement			
Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Investissement			
Dépenses	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Recettes	0,00 €	0,00 €	0,00 €

## BUDGET PRINCIPAL

### **I - Section de fonctionnement**

#### **A) Dépenses de fonctionnement :**

L'ajustement proposé consiste à redéployer, sur l'imputation comptable adéquate, les crédits prévus au budget pour le règlement par le Sdis d'éventuels condamnations et dépens prononcés à son encontre par voie de justice.

Initialement portés au budget sur la ligne « frais d'actes et de contentieux » (chapitre 011) pour un montant de 5 000 €, ces crédits constituent au sens de la nomenclature comptable des « charges exceptionnelles sur opérations de gestion ».

Cette enveloppe doit donc être redéployée pour un montant équivalent, sur le chapitre budgétaire 67 « Charges exceptionnelles ».

## B) Recettes de fonctionnement :

Neutre financièrement, le redéploiement de crédits en dépenses évoqué supra n'appelle aucun ajustement en recettes sur la section de fonctionnement.

Une régularisation se doit cependant d'être ici opérée pour la bonne imputation des produits attendus au titre du remboursement de la mise à disposition de personnels pour un montant total de 271 300 €<sup>1</sup>. Ces produits doivent être inscrits au chapitre 70 « Produits des services du domaine et ventes diverses », et non au titre des contributions et participations (chapitre 74). Ce schéma suppose les écritures suivantes :

- chapitre 74, article 7478 « Contributions et participations – autres organismes » :
  - 271 300 €.
- chapitre 70, article 70848 « Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes » : + 271 300 €.

## II - Section d'investissement

Les propositions d'ajustements avancées aboutissent à réduire le volume de la section d'investissement de 102 991,35 €, sous l'effet conjugué :

- en dépenses :
  - d'un recalage au titre des AP votées, des crédits de paiement nécessaires sur l'exercice au vu de l'avancée des opérations et des décaissements 2014 constatés au compte administratif,
  - de l'ouverture d'une AP pour la refonte du système de gestion opérationnelle et des CP 2015 associés.
- en recettes :
  - de prévisions 2015 qui s'affinent à la lecture des encaissements réellement intervenus fin 2014.

## A) Dépenses d'investissement :

A la présente décision modificative, il vous est proposé d'opérer une diminution des dépenses d'investissement à hauteur de 102 991,35 €, laquelle résulte des éléments suivants :

- Autorisation de programme « Refonte du schéma départemental d'analyse et de couverture des risques et du règlement opérationnel » :  
Un rapport consacré à cette autorisation de programme a été adopté précédemment, actant une diminution de 95 000 € des crédits de paiement 2015.

---

<sup>1</sup> Les mises à disposition de personnels à l'œuvre concernent trois organismes, à concurrence d'un agent chacun, à savoir : les centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) de Paluel et Penly ainsi que l'entreprise Total.

- Autorisation de programme « Plateau technique de formation » :  
Un rapport spécifique à cette autorisation de programme a été adopté, avec une restitution de crédits de paiement sur l'exercice de 90 000 €.
- Autorisations de programme de la politique immobilière :  
La ventilation des crédits de paiement de ces autorisations de programme a été actualisée avec le vote d'un rapport particulier lors de la présente séance. Cette actualisation se traduit au global, par une inscription supplémentaire de crédits sur l'exercice à hauteur de 32 008,65 €.
- Autorisation de programme nouvelle « Refonte du système de gestion opérationnelle » :  
Ce projet d'envergure a fait l'objet d'un vote préalable, avec l'ouverture d'une autorisation de programme nouvelle à hauteur de 5 200 000 €, dont 50 000 € prévus en 2015 au titre de la mission d'audit projetée sur le dernier trimestre de l'année.

#### B) Recettes d'investissement :

Le Sdis a bénéficié de la part d'EDF<sup>2</sup>, d'une subvention d'investissement de 290 000 € pour l'acquisition d'un bras élévateur articulé<sup>3</sup>, lequel a été réceptionné et réglé au fournisseur dans les derniers jours de décembre 2014. Si l'encaissement du solde de la subvention associée (90 000 €) a bien été constatée au compte administratif 2014, l'incertitude des services a perduré lors de la préparation budgétaire 2015, d'où le maintien de cette prévision de recettes au budget primitif.

Compte tenu de ce qui précède, il est proposé :

- d'une part, de diminuer de 90 000 €, l'inscription au titre des subventions d'investissement attendues en 2015 (1318 – autres subventions d'équipement transférables) ;
- d'autre part, de baisser la prévision d'emprunt de 12 991,35 € pour équilibrer la section d'investissement au vu de l'ajustement des dépenses évoqué plus haut.

\*

\* \*

---

<sup>2</sup> Au titre du Centre Nucléaire de Production d'Electricité (CNPE) de Paluel.

<sup>3</sup> Conformément à la convention signée, les modalités de versement au SDIS se déclinent comme suit : un acompte de 200 000€ au moment de la commande (titre de recettes émis par le SDIS en 2013). Le versement du solde, soit 90 000€, est conditionné par la réception et le paiement par le SDIS, du matériel subventionné.

## BUDGET ANNEXE DE LA RESTAURATION

L'ajustement proposé fait suite à la mise en place depuis le 13 avril dernier, du dispositif de paiement des repas par carte bancaire, pour les utilisateurs des sites de restauration du Sdis à Yvetot et Rouen Gambetta. Ce dispositif entraîne la facturation, pour chaque paiement opéré, d'une commission de 0,05 € majorée de 0,25% du montant du paiement. Cette facturation est directement prélevée sur le compte de la régie de recettes dédiée à la restauration.

Ce compte ne pouvant présenter un solde débiteur, il importe qu'il puisse être alimenté par le budget du Sdis à hauteur des commissions facturées. Le budget annexe doit donc être abondé d'une ligne de crédits dédiée, en phase avec l'instruction comptable (chapitre 66 – 6688 « Autres charges financières »). Le volume de crédits nécessaires sur l'année est estimé à 200 €.

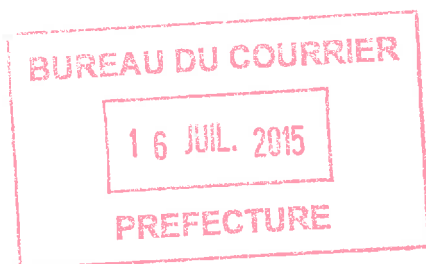
Compte tenu des sommes en jeu, il est proposé d'abonder cette ligne nouvelle à partir d'un ajustement à la baisse des crédits dédiés à l'alimentation pour un montant équivalent (chapitre 011 – 60623 « Alimentation »).

Ce redéploiement de crédits interne au budget annexe se neutralise donc en dépenses. Il ne nécessite en conséquence aucun ajustement des prévisions de recettes.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.*



Le président du conseil d'administration,

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

André GAUTIER